

LA PÉTITION "CHRÉTIENS, ENGAGEONS-NOUS POUR LA PAIX EN PALESTINE"

Publiée le 28 juillet 2014 par Lucienne Gouguenheim sur le site de NSAE, "Nous Sommes Aussi l'Eglise", www.nsae.fr.

"Au regard de notre foi et de ses enseignements, nous lançons un appel à tous les gens épris de paix à travers le monde pour agir afin d'arrêter la destruction et le carnage qui se passent à Gaza.

Comme en 1987, 2009, 2012, Gaza est encore une fois sous les bombes. Nous sommes profondément affligés, attristés et gravement préoccupés par cette violence continue, exponentielle, par cette catastrophe humaine, par le nombre de victimes dont énormément de femmes et d'enfants... Ce qui se passe à Gaza nous montre que le drame du peuple palestinien est arrivé, aujourd'hui, à une impasse, et que ceux qui peuvent prendre les décisions se contentent de gérer le conflit au lieu d'agir sérieusement pour le résoudre. Dans le document [Kairos](#) (décembre 2009, signé par les Patriarches et responsables d'Eglises de Jérusalem), les chrétiens palestiniens avaient bien raison de citer le prophète : « Ils guérissent la brisure de mon peuple avec légèreté pour dire : "Paix, paix !" Mais pas de paix ! Blémiront-ils parce qu'ils ont fait l'abomination ? Non ! Même de blémissement ils ne blémissent pas, même l'opprobre, ils ne le connaissent pas. Aussi, ils tomberont avec ceux qui tombent ; au temps où je les sanctionnerai, ils trébucheront, dit l'Eternel. » (Jérémie 6, 14-15).

Vient un moment où les incantations n'y suffisent plus. Dans le document Kairos, les chrétiens de Palestine nous avaient invités à dire une parole de vérité et à prendre des positions de vérité en ce qui concerne l'occupation du Territoire palestinien par Israël. Voilà pourquoi, nous n'hésitons pas à dire, avec eux, que l'occupation israélienne des territoires palestiniens est une transgression contre Dieu et contre la personne humaine, car elle prive les Palestiniens des droits humains fondamentaux que Dieu leur a accordés, et défigure l'image de Dieu dans les Israéliens – devenus occupants – comme dans les Palestiniens, soumis à l'occupation.

L'injustice imposée au peuple palestinien, c'est-à-dire l'occupation israélienne, est un mal auquel chacun doit résister. C'est un mal auquel il faut résister et qu'il faut écarter. Cette responsabilité incombe tout d'abord aux Palestiniens eux-mêmes qui subissent l'occupation. Elle nous incombe ensuite, en tant qu'acteurs de la communauté internationale, car la légitimité internationale gouverne aujourd'hui les rapports entre les peuples. Elle incombe aussi à l'opresseur lui-même qui doit se libérer du mal qui est en lui et de l'injustice qu'il exerce contre les autres.

Nous prenons le parti de l'opprimé, parce que nous sommes convaincus que la Parole de Dieu reste une annonce de bonne nouvelle pour tous et qu'elle ne peut jamais se transformer en une arme qui tue l'opprimé. Nous sommes persuadés que la Parole de Dieu est une parole d'amour pour toutes les créatures. Dieu n'est l'allié de personne contre personne. Il n'est pas non plus l'adversaire avec l'un face à l'autre. Il aime tous, il demande justice à tous et il donne ses mêmes commandements à tous. Voilà pourquoi, le rôle de chacun d'entre nous est d'aider les deux peuples de cette terre à parvenir à la justice, à la paix, à la sécurité et à l'amour.

Avant d'en appeler à ceux, ils existent, qui sont porteurs d'une paix future et d'une justice pour tous et toutes, il faut supprimer tout ce qui, un tant soit peu, entretient la violence et son flot de haine.

D'abord il y a les armes. Il doit y avoir un embargo total sur les armes à destination d'Israël bien sûr mais aussi de Palestine. Comme viennent de le dire dans un appel des nobels et des personnalités : «Au cours des dernières années, les pays européens ont exporté des milliards d'euros d'armes à Israël, et l'UE a aidé les entreprises militaires israéliennes avec des subventions de recherche d'une valeur de centaines de millions d'euros. (...) À travers cette importation et cette exportation d'armes à Israël, à travers l'aide au développement de la technologie militaire israélienne, les gouvernements envoient explicitement un message de soutien à l'agression militaire israélienne et couvrent de fait ses crimes de guerre comme les éventuels crimes contre l'humanité.» C'est inacceptable. Tous les États doivent suspendre les transferts d'équipement militaire, d'assistance et de munitions. Toutes les Églises doivent s'engager à obtenir de leurs gouvernements la suspension de ces transferts. Nous sommes conscients que nous ne pourrions plus parler de droit des uns ou des autres (dans tout le Proche-Orient) si nous n'arrivons pas à faire appliquer le droit international qui veut que soit illégal de transférer des armes dans des pays, ici ou ailleurs, qui violent de manière flagrante les droits de l'Homme. Les armes ne doivent plus rentrer dans cette zone d'aucun côté.

Tous ceux qui fournissent des moyens, tels les USA, l'Europe ou d'autres, deviennent complices de chaque vie humaine fauchée... Et ils doivent en répondre devant la justice internationale. C'est d'ailleurs pour cela qu'il faut une enquête internationale sur les crimes de guerre ainsi que sur les complicités et la fourniture de moyens dont ils ont bénéficié. Il n'y aura jamais de paix si l'on ne rend pas une justice digne de ce nom. Il ne peut plus y avoir d'impunité.

Enfin, des sanctions globales doivent être imposées à Israël jusqu'à ce qu'il négocie une fin de l'occupation. Ne pas exiger cela est ridiculiser et galvauder le droit international. Il y aura des manquements de plus en plus flagrants partout sur la planète si nous n'arrivons pas à le faire respecter là précisément. Cela n'a que trop duré et c'est pour cela qu'aujourd'hui il faut clairement mettre en place un embargo d'Israël. Nous croyons que la bonté finira par triompher sur le mal de la haine et de la mort. Nous croyons que la bonté finira par triompher face aux prédateurs souvent liés aux lobbys militaro-industriels qui profitent de telles situations. Nous, chrétiens, avons notre rôle dans la diplomatie de peuple à peuple. Puisque visiblement l'ONU semble devenue inefficace, puisque beaucoup de gouvernements ont pris parti ouvertement pour l'opresseur, alors il ne tient qu'à nous de redoubler nos efforts pour un boycott de l'État d'Israël. C'est ce que nous demandent depuis des années les chrétiens de Palestine, comme ils l'ont refait dans l'appel Kairos.

La campagne BDS (boycott désinvestissement sanction) est, aujourd'hui, à la fois l'unique et le plus pertinent moyen non-violent pour faire entendre la voix des peuples solidaires avec la Palestine.

Il est de l'engagement de chacun de permettre à ces voix de s'élever, plus fortes encore, pour amener nos gouvernements à imposer des sanctions contre Israël. Nos actes doivent se radicaliser pour exiger que nos gouvernements arrêtent de passer le moindre accord et cessent d'investir en Israël. Un pays qui ne respecte pas le droit international, qui refuse de se retirer de territoires qu'il occupe depuis 1967, qui pratique le racisme contre les citoyens palestiniens, qui refuse de permettre aux réfugiés palestiniens de retourner dans leurs foyers et leurs terres, est un pays qui doit être mis au ban de la communauté des Nations.

Il en va, désormais, du bien commun de tous les peuples. La parole de foi dit à tous

ceux qui sont engagés dans l'action politique que l'homme n'est pas créé pour haïr. Il n'est pas permis de haïr. Il n'est pas permis de tuer ni de se faire tuer. Nous avons confiance qu'un jour « ils briseront leurs épées pour en faire des socs et leurs lances pour en faire des serpes. On ne lèvera plus l'épée nation contre nation, on n'apprendra plus à faire la guerre » (Is 2, 2-5)".

Premiers signataires :

Louis Boulanger, ingénieur retraité, Chrétiens de la Méditerranée Marseille ; Monique Boulanger, professeur retraité ; Amis de Sabeel France Marseille ; Christian Bouzy, pasteur du foyer de Grenelle/ Mission populaire évangélique de France ; Michel Callewaert, membre du CA du Mouvement International de la Réconciliation ; Joan Charras Sancho, théologienne ; Denis Costil ; Christophe Cousinié, Pasteur, Christianisme social ; Sylvain Cuzent, militant associatif ; Héloïse Duché, Christianisme social ; Josette Gazzaniga, co-présidente du Mouvement International de la Réconciliation, ; Marc Larchet, directeur de la communication du diocèse de Strasbourg ; Stéphane Lavignotte, président du Christianisme social ; Jean-Paul Nunez, pasteur, co-président du Mouvement International de la Réconciliation ; Christian Renoux, maître de conférences à l'université d'Orléans, membre du CA du MIR ; Sylvain Thévoz, théologien, conseiller municipal socialiste, Ville de Genève, Suisse ; Patrick Van Dieren, éditeur ; Daniëlle Walter ; Jacques Walter ; Philippe Wender, vice-président du Christianisme social...